

Nous sommes de différents pays.

**Nous portons plainte contre l'Italie
pour dénoncer les mauvais traitements à l'encontre des
populations étrangères.**

**Nous refusons les expulsions de la France vers ce pays
xénophobe.**

Car nous ne regarderons plus derrière nous !

Quelques soient les raisons qui nous ont poussé à quitter notre pays, nous affirmons notre liberté de nous installer dans le pays de notre choix. Nous ne demandons pas beaucoup, que les libertés les plus élémentaires que nous sommes venus chercher ici. Nous souhaitons aussi pouvoir travailler, avoir un logement et une vie décente. Nous avons traversé des frontières au péril de notre vie. Nous n'avons pas affronté cela pour nous faire renvoyer en arrière, refouler au gré des négociations politiques sur notre dos.

Et nous voulons la justice !

En Italie, nous n'avons pas trouvé nos droits fondamentaux. Seulement la tyrannie et l'oppression dans les administrations, les rues et les campos. Nous avons été traités comme des marchandises par des entreprises qui se cachent sous les noms d'associations caritatives. L'Italie nous a privés de protection et a prolongé la détresse psychologique des nôtres, qui ont survécu aux dangers des dictatures, de l'esclavage et de la fuite en Méditerranée. Nous portons plainte contre l'Italie pour montrer que les libertés fondamentales des populations étrangères y sont bafouées, que les traitements inhumains sont la règle dans les campos et que les normes minimales d'accueil des demandeurs et demandeuses d'asile n'y sont plus respectés depuis longtemps.

- **Parce nous refusons de nous laisser dicter notre vie par le Règlement Dublin,** qui permet aux Etats de se soustraire indéfiniment à la responsabilité d'une demande d'asile !
- **Parce que nous ne voulons plus être réduits au silence sur le banc des accusés,** dans les salles d'audience des tribunaux administratifs ou dans les centres de rétention, ...où nous sommes enfermés comme des criminels !
- **Parce que nous continuerons à inventer les moyens de notre autodétermination !**

Nous accusons l'Etat italien :

De défaillances humanitaires multiples et de maltraitances dans la quasi-totalité des campos (surpopulation, omniprésence policière, refus de communication avec les proches, chantage aux droits, racket), d'entraver l'accès aux soins des personnes vulnérables, de multiplier les moyens de contrôle par le fichage abusif, les assignations dans les campos et les déplacements forcés d'un camp à l'autre, d'encourager le travail forcé et la traite, de décourager les démarches d'accès au droit d'asile en posant des entraves à l'accès effectif aux procédures, de refuser l'accès aux dispositifs d'intégration sociale, au contraire de prôner la ségrégation et l'isolement, parfois via des circulaires préfectorales nous interdisant les attroupements ou la fréquentation des lieux publics, de ne pas fournir les garanties minimales de protection contre les discriminations et les violences racistes, souvent du fait de la police elle-même.

Nous refusons d'être rejetés dans la spirale infernale des frontières européennes !

De nos expériences dans les campos italiens jusqu'aux témoignages des personnes refoulées vers les aéroports italiens, nous avons la certitude que l'Italie n'a jamais eu l'intention d'accueillir les demandeurs et demandeuses d'asile qui arrivent en Europe. Nous savons aussi que la situation est pire après un 1^{er} refoulement en Italie : les conditions matérielles d'accueil sont définitivement coupées, l'accès aux soins aussi. Cela explique que beaucoup d'entre nous fuient à nouveau de l'Italie vers la France. Mais la loi du 20 mars 2018 en France criminalise davantage les demandeurs et demandeuses d'asile sous le coup d'une procédure Dublin, surtout quand ils tentent de faire valoir à nouveau un droit d'asile après un 1^{er} refoulement.

Faisons bloc contre l'offensive raciste lancée par Salvini et ses complices européens !

Après la désignation d'un gouvernement Ligue du Nord en Italie et les annonces fascistes de Salvini son représentant (500.000 expulsions, appel aux migrants à « faire les valises », promesse d'un « coup de ciseau » dans l'accueil des demandeur.euses d'asile, fermeture des ports aux bateaux de sauvetage), le climat politique xénophobe s'est généralisé et les crimes racistes se sont multipliés. Le nombre de personnes qui fuient par-delà la frontière franco-italienne a doublé. Mais Salvini n'est pas le seul représentant d'Etat à faire usage de ce populisme : d'autres dirigeants européens lui ont emboité le pas. En France, la soi-disant politique d'accueil de Macron/Collomb ne cache plus la réalité de la coercition dans les centres pour demandeur.euses d'asile (CAO, PRAHDA, CRA) ; encore moins la militarisation frénétique de la frontière à Briançon, Vintimille ou Calais ; et la répression de toute forme de contestation contre cet ordre violent du monde.

Organisons-nous ici et maintenant

contre les politiques racistes et répressives à l'encontre des nôtres !

Luttons ensemble contre toutes les expulsions !